

Brochure n° 3018

Convention collective nationale

IDCC : 1486. – **BUREAUX D'ÉTUDES TECHNIQUES,
CABINETS D'INGÉNIEURS-CONSEILS
ET SOCIÉTÉS DE CONSEILS**
(27^e édition. – Janvier 2005)

AVENANT DU 15 DÉCEMBRE 2005
RELATIF À L'ACCORD NATIONAL DU 27 DÉCEMBRE 2004
SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE
NOR : ASET0650044M
IDCC : 1486

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux, prenant acte de l'ordonnance n° 2005-895 du 2 août 2005 publiée au *Journal officiel* du 3 août 2005, modifiant l'article L. 951-1 du code du travail et relevant certains seuils de prélèvements obligatoires, décident de modifier le titre VIII de l'accord du 27 décembre 2004.

Article 1^{er}

Modifications

Dorénavant le titre VIII de l'accord du 27 décembre 2004 est ainsi rédigé :

Article 8.1

Les entreprises de 20 salariés et plus

Toutes les entreprises de 20 salariés et plus versent obligatoirement à l'OPCA de la branche une contribution de :

- 0,225 % de la masse salariale au titre de la formation professionnelle ;
- 0,50 % de leur masse salariale au titre de la professionnalisation ;
- le reliquat éventuel des sommes non dépensées au titre de l'obligation de formation.

Ce reliquat est la différence entre le montant des dépenses obligatoires à réaliser au titre du plan de formation et celui des dépenses effectivement réalisées à ce titre, avant le 31 décembre de chaque année.

Franchissement du seuil de 20 salariés :

Les entreprises qui, en raison de l'accroissement de leur effectif, atteignent ou dépassent au titre d'une année pour la première fois l'effectif de 20 salariés, versent obligatoirement à l'OPCA la contribution légale de 0,20 % augmentée d'une contribution conventionnelle de 0,30 % de leur masse salariale. L'année suivante, ces entreprises versent obligatoirement à l'OPCA la contribution légale de 0,35 % augmentée d'une contribution conventionnelle de 0,15 %.

Article 8.2

Les entreprises de moins de 10 salariés

Les dispositions conventionnelles antérieures prévoyaient une collecte par l'OPCA de 0,225 % de la masse salariale au titre de la formation, ainsi qu'une collecte complémentaire de 0,10 %. Cette dernière est intégrée à la nouvelle obligation légale de 0,15 %, instituée au titre de la professionnalisation, portant le total à 0,25 % dans le cadre de la professionnalisation. Par ailleurs, la contribution conventionnelle de 0,225 % est remplacée par la contribution légale de 0,25 % en 2004 puis de 0,40 % à partir de 2005, affectée au financement d'actions prévues à l'article L. 952-1 du code du travail.

Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 2004, les entreprises versent obligatoirement à l'OPCA de la branche une contribution de :

- 0,25 % de la masse salariale au titre de la formation professionnelle ;
- 0,25 % de la masse salariale au titre de la professionnalisation.

A compter du 1^{er} janvier 2005, ces contributions sont portées respectivement à :

- 0,40 % de la masse salariale au titre de la formation professionnelle ;
- 0,25 % de la masse salariale au titre de la professionnalisation.

Article 8.3

Les entreprises dont l'effectif est compris entre 10 et moins de 20 salariés

Les entreprises de 10 à moins de 20 salariés versent obligatoirement à l'OPCA de la branche :

- 0,225 % de la masse salariale au titre de la formation professionnelle ;
- le taux légal de 0,15 %, augmenté d'une première tranche de 0,10 % ainsi que d'une seconde tranche de 0,10 % de leur masse salariale au titre de la professionnalisation.

Franchissement de seuil :

Ces taux s'appliquent dès la première année où :

- une entreprise, en raison de l'accroissement de son effectif, atteint ou dépasse le nombre de 10 salariés ;
- une entreprise, en raison de la diminution de son effectif, compte moins de 20 salariés.

Article 2

Entrée en vigueur

Pour les entreprises qui adhèrent à une organisation professionnelle du champ conventionnel, les dispositions du présent avenant entrent en vigueur immédiatement.

Pour les autres entreprises, les dispositions du présent avenant entreront en vigueur le 1^{er} jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel d'extension.

Fait à Paris, le 15 décembre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération SYNTEC ;
Fédération CICF.

Syndicats de salariés :

FIECI CFE-CGC ;
Fédération des employés et cadres CGT-FO ;
F 3 C CFDT ;
CFTC-CSFV ;
CGT.